

CANICULE, INONDATIONS : NOTRE SANTÉ ET NOS VIES, PAS LEURS PROFITS !

Au Texas, les inondations survenues après des pluies diluviales ont fait plus de 50 morts et des dizaines de disparus, dont beaucoup d'enfants. En Inde, 69 personnes ont perdu la vie du fait des crues et des glissements de terrain liés à la mousson. En Turquie et en Grèce, comme dans le sud de la France, ce sont les incendies qui embrasent la végétation rendue inflammable par la sécheresse chronique et les vagues de chaleur.

Catastrophes naturelles et catastrophes sociales

Ce n'est pas une fatalité ou un coup du sort. Ce sont des conséquences du dérèglement climatique dont l'origine se trouve dans le capitalisme, un système orienté vers le profit au mépris des travailleurs et de l'environnement. C'est aussi le produit d'une société qui ne préserve pas ses membres. Le comté texan de Kerr est régulièrement victime d'inondations, mais ça n'empêche pas les Églises d'y organiser des camps de vacances, d'où le nombre élevé d'enfants décédés. Et l'agence météo américaine avait donné l'alerte quelques heures avant le drame, sans que les autorités locales ne prennent de dispositions.

Climato-scepticisme d'opposition, climato-scepticisme de gouvernement

Cette agence météo a fait l'objet de sévères coupes budgétaires de la part de Trump, comme d'ailleurs tous les instituts scientifiques qui étudient le climat. Partout où elle est au pouvoir, l'extrême droite sabote les quelques mesures vertes. Et partout où elle est dans l'opposition, elle fait de la démagogie anti-écolo. Elle surfe sur la crainte des classes populaires que la transition se fasse au détriment de leur mode de vie. Mais elle se garde bien de montrer que tous les aspects de ce mode de vie, des lieux d'habitation et de travail au type de transports empruntés, sont déterminés par l'argent-roi : les contraintes et les entraves à la « liberté » ne sont pas du côté que l'on croit !

L'extrême droite n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que sa politique soit appliquée. Les gouvernements en place s'y emploient très bien, en dépit d'un greenwashing de façade. En France, les aides à la rénovation thermique des bâtiments comme celles pour électrifier les véhicules sont sans cesse rabotées, la construction de l'autoroute A69 a repris, les propriétaires de logement pourraient finalement continuer à les louer même si ce sont des passoires thermiques... Résultat : les émissions de gaz à effet de serre ont cessé de reculer au premier trimestre.

Le monde du travail paie le prix du changement climatique

Lundi 30 juin, un des nôtres, un ouvrier de 35 ans, est mort après avoir quitté son chantier à Besançon. Il s'ajoute à la cinquantaine de ceux qui sont morts au travail du fait de la chaleur depuis 2018. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé, car l'administration est incapable de déterminer les causes de décès dans tous les cas.

En revanche, elle se montre très attentive à ce que le travail continue coûte que coûte. Les nouvelles règles « fortes chaleurs » sorties le 1er juillet ne définissent toujours pas de température maximale au-delà de laquelle le travail doit cesser. Dans le bâtiment, alors que les patrons bénéficient du chômage partiel en cas de vigilance canicule orange ou rouge (comme c'était le cas à Besançon le 30 juin...), rien n'oblige à arrêter les chantiers. Ce n'est pas seulement la chaleur qui tue, mais la rapacité capitaliste.

Mais on ne va pas crever de chaud pour leurs profits. Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont pratiqué leur droit de retrait pour se protéger ; aux ateliers SNCF de Quatre Mares à Rouen, un débrayage a eu lieu pour obtenir un accès à l'eau et à Montpellier, des conducteurs de bus ont même fait grève pour exiger la clim dans les véhicules. Ces mobilisations collectives sont encore rares, mais elles sont la preuve que nous pouvons nous battre avec nos armes de classe pour ne pas faire les frais du réchauffement climatique.